

PRÉFET DU CALVADOS

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT (DREAL)
DE NORMANDIE

UNITE DÉPARTEMENTALE DU CALVADOS

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

SOCIÉTÉ FROMAGÈRE D'ORBEC

COMMUNE d'ORBEC

LE PRÉFET DU CALVADOS,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8 et L. 172-1 ;

VU la nomenclature des Installations Classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré à la société Fromagère d'Orbec le 28 avril 2014 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 15 octobre 2015 établis suite à la visite d'inspection du 10 septembre 2015 conformément aux articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les réponses de l'exploitant apportées par courrier en date du 10 novembre 2015, du 21 décembre 2015 et du 1^{er} mars 2017 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 5 avril 2017,

VU le courrier en réponse du 12 mai 2017 de la société fromagère d'Orbec,

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non-respect de prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 avril 2014,

CONSIDÉRANT que l'exploitant, par courrier du 12 mai 2017, annonce la mise en place des actions correctives mais que les délais annoncés ne sont pas satisfaisants,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Fromagère d'Orbec de respecter les dispositions reprises à l'article premier du présent arrêté, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Calvados,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : La société Fromagère d'Orbec, représentée par son Directeur, exploitant les installations classées listées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2014, située sur le territoire de la commune d'ORBEC, est mise en demeure,

- sous trois mois après notification du présent arrêté, de transmettre l'étude technico-économique sur le bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent des eaux d'extinction d'un volume de 600 m³ accompagnée d'une proposition d'un échancier de réalisation demandée au titre 13 de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2014.

- sous quatre mois après notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 8.6.1 l'arrêté préfectoral du 28 avril 2014 :

« L'établissement dispose d'un potentiel hydraulique de 300 m³/h (600 m³ utilisables en 2 heures) avec un minimum de 120 m³/h disponibles immédiatement sur réseau sous pression équipé de poteaux incendie appropriés à moins de 150 mètres de l'entrée principale du bâtiment de production, alimenté par le réseau public ou une réserve incendie de 240 m³. »

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif de Caen.

Le délai de recours est de deux mois pour les responsables du site, délai commençant à courir le jour où la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION

Le secrétaire général de la préfecture du Calvados et le directeur régional de l'Environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant en recommandé avec accusé de réception.

Caen, le 13 juin 2017

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Stéphane GUYON



Une copie du présent arrêté sera adressée :

- à la sous-préfète de LISIEUX ;
- au maire d'ORBEC ;
- au directeur régional de l'Environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- au chef de l'unité départementale du Calvados – DREAL.